

La fin de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Parole donnée...

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Chirac faire référence aux valeurs françaises traditionnelles en général, à l'honneur et à la dignité en particulier. C'est bien compréhensible, même s'il y a quelque paradoxe à exploiter dans le cadre de la campagne électorale la libération des trois otages français qui étaient détenus au Liban. Ne nous dit-on pas que la date de leur élargissement, à quatre jours du second tour, est tout à fait fortuite ? Qu'elle n'a pas été choisie par le gouvernement mais par Téhéran, sinon par les ravisseurs eux-mêmes ? Serait-ce bien digne et bien honorable, dans ces conditions, que d'accepter que des terroristes s'ingèrent dans la vie politique française, qu'ils influencent d'une manière ou d'une autre le choix par les Français de leur président ?

Un événement encore plus récent, mineur en apparence, soulève des interrogations du même ordre : le retour en France du capitaine Dominique Prieur, cet agent des services français compromis dans l'opération malencontreuse qui se solda en 1985 par le sabotage du « Rainbow Warrior » dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Aux termes d'un accord négocié par M. Chirac avec les autorités néo-zélandaises sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, les deux agents français capturés en Nouvelle-Zélande et condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation à cette opération anti-Greenpeace avaient été libérés en juillet 1986. En échange de quoi les autorités françaises s'étaient solennellement engagées à maintenir les deux officiers sur une base située sur l'atoll polynésien de Hao, pendant trois ans.

Un premier accroc avait été porté à l'accord entre Paris et Wellington lorsque M. Chirac, prétextant des raisons de santé, autorisa le commandant Alain Mafart à revenir à Paris pour suivre les cours de l'École de guerre. Avec le retour du capitaine Prieur en France, cet accord, naguère présenté comme une grande victoire de la diplomatie chiraquienne, est réduit à l'état de chiffon de papier. Et la parole de la France à un simple bavardage de circonstance.

Le gouvernement ne manquera pas de mettre en avant l'état du capitaine Prieur, qui attendrait un enfant pour... le début de l'an prochain. On se gaussera aussi des protestations indignées et passablement hypocrites de Wellington, mais on ne nous fera pas croire que l'état du capitaine Prieur exigeait que son sort fût réglé à quarante-huit heures du second tour, au prix de nouvelles difficultés pour la France dans une région où elle en a déjà beaucoup.

La mesure décidée unilatéralement par le premier ministre sera, il est vrai, bien accueillie par un électoral militaire dont on dit qu'il n'est pas resté insensible à la rhétorique d'un Jean-Marie Le Pen. D'autant qu'elle permet de remettre sur le tapis l'affaire Greenpeace, l'une des plus sombres pages des années « actives » du septennat de M. Mitterrand. Il n'empêche : les valeurs françaises chères à M. Chirac paraissent en l'occurrence céder devant l'urgence de faire fièche de tout bois...

(Lire nos informations page 34.)

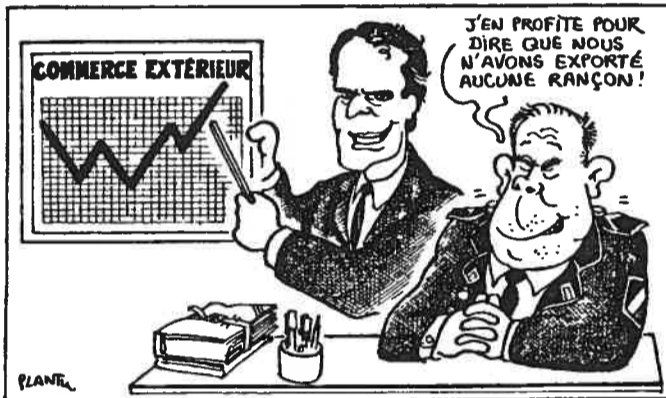
M. Chirac mobilise ses partisans à Paris pour accroître ses chances face à M. Mitterrand

Une manifestation était prévue, le vendredi 6 mai, en fin d'après-midi, place de la Concorde, à Paris, à l'initiative de personnalités proches de la majorité, auxquelles se sont joints les comités de soutien à M. Jacques Chirac. Toutefois, le premier ministre lui-même, qui devait être reçu à Clermont-Ferrand par l'ancien président Giscard d'Estaing, n'envisageait pas d'être présent à cette manifestation destinée à favoriser un ultime sursaut en sa

faveur, à quarante-huit heures du second tour de l'élection présidentielle. M. Mitterrand, lui, tenait une ultime réunion à Toulouse. Les dernières heures de la campagne ont été dominées par les retombées du drame d'Ouvéa - qui a fait vingt et un morts. La libération des otages français de Beyrouth, elle, a été l'objet d'une satisfaction largement partagée, bien que le PS ait posé la question du prix payé pour ce retour.

Lire également

- Les socialistes et la « troisième force » Page 9
- M. Chirac à Marseille Page 10
- « Electeurs », par Philippe Boucher Page 12



La libération des gendarmes d'Ouvéa a fait vingt et une victimes

La présidence au poker

par Jean-Marie Colombani

« On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs » : l'oraison funèbre prononcée par M. Charles Pasqua après l'intervention militaire d'Ouvéa restera dans les annales de la République. Elle traduit un état d'esprit, une certaine idée de la politique. Les œufs cassés sont au nombre de vingt et un, que M. Jacques Chirac trie ainsi : deux soldats « français » et dix-neuf « Canaques », encore que le premier ministre s'interroge sur le point de savoir si ces dix-neuf-là sont bien des hommes comme les autres.

L'omelette n'est-elle qu'électorale ? C'est bien là l'essentiel ou, comme dit M. Raymond Barre, « le plus triste ». Si ces événements laissent un goût amer, c'est qu'il est difficile de résister à l'idée que l'on a cherché à faire voter, en métropole, avec le sang d'Ouvéa. Il est difficile de résister à l'idée qu'en quarante-huit heures, M. Chirac a voulu jouer la présidence au poker.

La politique des coups - des « coups de théâtre », dit M. Jospin - l'emporte sur la politique tout court. Raymond Aron reprochait naguère à M. Valéry Giscard d'Estaing de méconnaître que l'histoire est tragique. Il faut craindre que M. Chirac ne sache pas que l'histoire existe sans lui, et qu'elle existera après lui. A Ouvéa, l'autorité de l'Etat était en jeu, c'est vrai, après l'odieuse assassinat de quatre gendarmes par des militants indépendantistes, lui aussi tristement destiné à peser sur les élections locales. Mais elle peut chercher sa voie dans la négociation plutôt que dans la force. Le premier ministre a paru considérer que l'histoire se résume en une seule date, une date-butoir, le 8 mai.

L'horizon ainsi borné évite d'ouvrir les yeux sur ce qui se passera le 9. La France continuera, bien sûr. Mais quelle France ? Une France otage, isolée, divisée ? Si l'on en croit la réaction de ses alliés, la France risque d'être isolée dans deux régions du

monde décisives pour elle, le Proche-Orient et le Pacifique.

Elle sera prisonnière, pendant quelques mois, des engagements pris par M. Chirac au Proche-Orient. Elle est prisonnière, en Nouvelle-Calédonie, non pas d'une famille politique, d'un parti, d'une faction, de « rebelles », comme dit M. Giraud, mais d'un homme et des intérêts qu'il représente, M. Jacques Lafleur, le régent du territoire. Y aurait-il eu drame à Ouvéa si le gouvernement avait su résister au chantage de ce député qui menaçait de quitter le RPR si les élections régionales - scrutin qui a mis le feu aux poudres - n'étaient pas organisées avant, ou le même jour (le 24 avril), que le premier tour de l'élection présidentielle ? Or la paix civile passait en Nouvelle-Calédonie par le maintien du statu quo, c'est-à-dire d'un équilibre institutionnel et politique (statut Fabius-Pisani) qui camouflait une partition de fait entre le sud de l'île contrôlée par les Blancs, l'intérieur et les îles gérées et dirigées par les Noirs.

(Lire la suite page 10.)

Une France à aimer

par ANDRÉ FONTAINE

COMMENCÉE dans l'apathie, la campagne électorale s'achève dans la passion, une partie du pays retrouvant à cette occasion son goût, aussi ancestral que suicidaire, pour la guerre civile. La libération des otages du Liban, dans ce climat nauséabond, apporte un soulagement d'autant plus profond qu'on n'osait plus y croire, et que, Jean-Marie Le Pen mis à part, tout le monde y applaudit.

Il n'en va pas de même de celle des gendarmes d'Ouvéa, payée d'un prix qui fait craindre le pire pour la suite et qui alimente, dès maintenant, le soupçon : le bémol apporté par Raymond Barre à la satisfaction officielle est significatif. Et l'on ne saurait oublier qu'avant le massacre de quatre militaires français, à la fin avril, il y a eu l'acquiescement, par la cour d'assises de Nouméa, en octobre dernier, des mépris pour avoir tué à Hienghène, en décembre 1984, dix Canaques. L'avocat général avait requis contre eux des peines de neuf et de sept ans de réclusion. Comment des gens qui se sentent méprisés, tenus

en citoyens de seconde zone, n'en auraient-ils pas éprouvé un sentiment de révolte ? « Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles imperceptibles », dit Giraudoux dans la *Guerre de Troie*. Cette imperceptibilité n'était pas précisément imperceptible.

Qu'il s'appelle Mitterrand ou Chirac, l'élu du 8 mai ne saurait oublier en tout cas que sa charge lui fait un devoir de protéger toutes les populations qui vivent sous le drapeau français. Ce qui implique que personne ne puisse avoir le sentiment que, un quart de siècle après l'indépendance de l'Algérie, il subsiste, sur une terre qui relève de la République, une situation coloniale. Tout pousse à craindre, à défaut, que les rapports entre les diverses communautés du territoire ne cessent inexorablement de se dégrader, comme on l'a vu, comme on le voit encore, en bien des points de la planète, dès lors que des populations appelées à vivre au contact n'éprouvent plus l'une pour l'autre que méfiance et peur.

(Lire la suite page 12.)

Jean-Paul II en Amérique latine

Le neuvième voyage du pape dans le sous-continent PAGE 6

La tension en Pologne

L'état se resserre autour des grévistes de Gdansk PAGE 5

Le retour des otages

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington PAGES 3 et 4

Commerce extérieur : + 1,8 milliard

Excédentaire pour la première fois depuis quinze mois PAGE 29

Le Monde

SANS VISA

■ Québec, Montréal, même pays. ■ Escapes. ■ La table. Pages 17 à 20

En raison de l'actualité, la page « Jeux » sera publiée demain (numéro daté 8-9 mai). En revanche, nous publions aujourd'hui (page 26) la grande grille de mots croisés qui paraît habituellement le samedi.

Le sommaire complet se trouve en page 36

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

Mai 1968 : il y a vingt ans la révolte étudiante ébranlait la société française. A l'occasion de ce vingtième anniversaire, le Monde publie un numéro spécial des Dossiers et Documents de douze pages, reprenant de nombreux articles publiés pendant les événements ainsi que des analyses sur leurs conséquences.

par Bruno Frappat

Récréation pour une nation lassée de solennité, révolte anti-autoritaire, parenthèse ludique sans lendemain, prurit momentané, mime infantile des vraies révolutions, logomachie sans référence, ouvriérisme de salon : les appréciations méprisantes (sécursisantes ?) sur mai 68 n'ont pas manqué sur le moment. Et,

depuis vingt ans, elles n'ont fait que se conforter à l'observation du retour au réel, la crise - la vraie, celle qui dure depuis quinze ans - ayant permis de remettre les utopies au magasin des accessoires pour temps d'opulence.

Peut-on, deux fois dix ans après le « grand chambardement », porter un regard serein sur ce qu'on appela alors - faute d'y rien comprendre - les « événements » de mai avant de s'en tenir à l'expression de « mai 68 », à la fois vague et percutante ? Dès le 6 juin de cette année-là, Edgar Morin écrivait dans le Monde : « Il nous faudra des années et des années pour comprendre ce qui s'est passé. » En 1988, en écho, lui répond la perplexité de René Rémond lorsqu'il évoque, dans un ouvrage rétrospectif, « l'énigme que la crise de 1968 continue

d'être pour les historiens et les observateurs (1) ».

Enigme par ses causes, étrangeté par son déroulement - cet emballement inattendu qui, d'une minuscule revendication des résidents de Nanterre réclamant de recevoir des filles, à la grève générale, fit vaciller le pouvoir de de Gaulle, - et, enfin, mystère de son incidence sur l'évolution ultérieure de la société. Si énigme il y a, c'est peut-être parce que nous avons encensé le nez dessus, bien que nous affections d'avoir l'esprit ailleurs - à la Bourse plutôt qu'à l'Odéon - et de ne plus rien attendre des leçons de mai 68.

(Lire la suite page 14.)

(1) Mai 68. Publications de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Nombreuses illustrations, 304 p., 250 F.

Cartier



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

HÔTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE-V. PARIS 47.23.54.00
HÔTEL HILTON, 18 AVENUE DE SUFFREN, PARIS 45.66.50.69

M 0147 - 0507 0 - 4,50 F



